

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot vaststelling van de verwijzingschalen voor de toekenning van subsidies aan opvangvoorzieningen voor het jonge kind, wordt een bijlage 4 ingevoegd die als bijlage 1 bij dit besluit gevoegd is.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Brussel, 30 januari 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201938]

13 MARS 2014. — Décret modifiant le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Financement d'équipements exceptionnels*

Article 1^{er}. Au sein du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, il est inséré un article 6/2 formulé de la manière suivante :

« Au sens du présent décret, on entend par « équipement exceptionnel » l'équipement dont il n'existe pas de semblable sur le territoire de la Région wallonne ou dont les semblables sont à usage uniquement privé, obsolètes ou n'ont pas de capacité accessible disponible ».

Art. 2. A l'article 14 du même décret, il est inséré un 12/1^o et un 16/1^o formulés comme suit :

« 12/1^o aux unités universitaires, des subventions portant sur l'acquisition d'équipements exceptionnels; »;

« 16/1^o aux Instituts de recherche agréés, des subventions portant sur l'acquisition d'équipements exceptionnels; ».

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un chapitre 4/1 intitulé « Des subventions aux unités universitaires et aux unités de haute école ».

Art. 4. Dans le chapitre 4/1, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Des subventions portant sur un projet d'acquisition d'un équipement exceptionnel pour des unités universitaires ».

Art. 5. Dans le chapitre 4/1, section 1^{re}, il est inséré un article 73/1 rédigé comme suit :

« Pour la réalisation d'un projet d'acquisition d'un équipement exceptionnel d'utilité collective permettant de mener à bien des activités de recherche industrielle et de développement expérimental introduit par une ou plusieurs unités universitaires, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention :

1^o soit dans le cadre d'un programme thématique de la Région wallonne ayant fait l'objet d'un appel à projets relatif aux infrastructures de recherche, sur la base du classement des projets proposé par le jury du programme en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et développement durable indiqués dans l'appel;

2^o soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et développement durable du projet d'acquisition, si celui-ci, en raison de sa nature, de son ampleur, de son organisation ou de son urgence, ne peut pas utilement être introduit en réponse à un appel à projets; dans ce cas, le Gouvernement peut procéder à l'évaluation seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs. ».

Art. 6. Dans le chapitre 4/1, section 1^{re}, il est inséré un article 73/2 rédigé comme suit :

« Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1^o les dépenses de personnel relatives aux logisticiens de recherche, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet d'acquisition;

2^o les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet d'acquisition;

3^o les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures, au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet d'acquisition;

4^o les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;

5^o les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;

6^o les coûts d'acquisition de l'équipement exceptionnel ainsi que les frais d'infrastructure et d'installation liés. ».

Art. 7. Dans le chapitre 4/1, section 1^{re}, il est inséré un article 73/3 rédigé comme suit :

« L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100. ».

Art. 8. Dans le chapitre 4/1, section 1^{re}, il est inséré un article 73/4 rédigé comme suit :

« L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet. ».

Art. 9. Dans le chapitre 5 du même décret, il est inséré une section 6 intitulée « Des subventions portant sur un projet d'acquisition d'un équipement exceptionnel ».

Art. 10. Dans le chapitre 5, section 6, il est inséré un article 93/1 rédigé comme suit :

« Pour la réalisation d'un projet d'acquisition d'un équipement exceptionnel d'utilité collective permettant de mener des activités de recherche industrielle et de développement expérimental introduit par un ou plusieurs instituts de recherche agréés, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention :

1° soit dans le cadre d'un programme thématique de la Région wallonne ayant fait l'objet d'un appel à projets relatif aux infrastructures de recherche, sur la base du classement des projets proposé par le jury du programme en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et développement durable indiqués dans l'appel;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et développement durable du projet d'acquisition, si celui-ci, en raison de sa nature, de son ampleur, de son organisation ou de son urgence, ne peut utilement être introduit en réponse à un appel à projets; dans ce cas, le Gouvernement peut procéder à l'évaluation seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs. ».

Art. 11. Dans le chapitre 5, section 6, il est inséré un article 93/2 rédigé comme suit :

« Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux logisticiens de recherche, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet d'acquisition;

2° les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet d'acquisition;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet d'acquisition;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;

6° les coûts d'acquisition de l'équipement exceptionnel ainsi que les frais d'infrastructure et d'installation liés. ».

Art. 12. Dans le chapitre 5, section 6, il est inséré un article 93/3 rédigé comme suit :

« L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100. ».

Art. 13. Dans le chapitre 5, section 6, il est inséré un article 93/4 rédigé comme suit :

« L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet. ».

CHAPITRE II. — *Intégration du critère de développement durable*

Art. 14. Au sein du même décret, il est inséré un article 6/1 formulé de la manière suivante :

« Au sens du présent décret, on entend par développement durable un développement tel que défini à l'article 2, 1° du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable ».

Art. 15. Au sein des articles 15, 21, 32, 35, 46, 50, 54, 58, 61, 66, 71, 78, 82, 87, 91, 94 et 110 du même décret, les termes « environnementale » ou « environnementaux » sont remplacés par l'expression « développement durable. ».

Art. 16. L'article 15, 2°, du même décret est complété par la phrase suivante :

« L'intensité de l'aide visée aux articles 17, 18, alinéas 2 et 19, alinéa 2, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, atteint automatiquement son maximum lorsque l'évaluation développement durable du projet est positive. ».

Art. 17. L'article 21, 2°, du même décret est complété par la phrase suivante :

« L'intensité de l'aide visée aux articles 23, alinéas 2 et 3, 24, alinéas 2 et 3, 25, alinéas 2 et 3, et 26, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles, atteint automatiquement son maximum lorsque l'évaluation développement durable du projet est positive. ».

CHAPITRE III. — *Intégration du critère Emploi*

Art. 18. Au sein des articles 15, 21, 46, 50, 58 et 94 du même décret, le terme « d'emploi » est inséré entre les termes « économiques » et « financiers » et entre les termes « économique » et « financière ».

Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles ce critère « emploi » est appliqué, en tenant notamment compte de la situation et des perspectives de l'entreprise.

CHAPITRE IV. — *Innovation responsable et non technologique*

Art. 19. Dans le même décret, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Au sens du présent décret, on entend par « recherche appliquée » les travaux de recherche visant à discerner les applications potentielles des résultats de la recherche fondamentale ou à trouver des solutions nouvelles ou encore à améliorer des procédés, en vue d'atteindre un objectif déterminé et fixé *a priori*. ».

Art. 20. Au sein du même décret, il est inséré un article 5/1 formulé de la manière suivante :

« Au sens du présent décret, on entend par « innovation responsable » une approche qui consiste à prendre en compte les considérations économiques, sociales et environnementales au cours du processus d'innovation de manière à créer, lors de la mise sur le marché, de la valeur - ou impact positif - sur plusieurs de ces dimensions sans destruction de valeur - ou impact négatif - sur une de ces dimensions. L'innovation responsable concerne tous types d'innovations quelque soient les secteurs, les marchés, les produits, services ou organisations. ».

Art. 21. L'article 8, 1°, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« 1° « organisme de recherche » : toute personne morale, excepté les unités universitaires, les unités de haute école et les Instituts de recherche agréés, qui répond aux critères définis par le Gouvernement et a notamment pour objet de réaliser des activités de recherche appliquée, de recherche industrielle ou de développement expérimental et de diffuser leurs résultats par l'enseignement, la publication ou le transfert de technologie; les profits sont intégralement réinvestis dans ces activités, dans la diffusion de leurs résultats ou dans l'enseignement; ».

Art. 22. L'article 61 du même décret est complété par ce qui suit :

« Pour les organismes de recherche, un partenariat avec une unité universitaire, un Institut de recherche agréé ou une haute école est exigé pour tout financement de projets de recherche. L'organisme de recherche ne peut supporter seul plus de 50 % des dépenses admissibles de l'ensemble du projet.

Pour bénéficier d'une subvention, l'organisme de recherche doit répondre aux critères d'éligibilité arrêtés par le Gouvernement. Celui-ci demande l'avis conforme du Conseil de la Politique scientifique préalablement à l'octroi d'une première subvention à l'organisme de recherche.

L'équipe constituée par l'organisme de recherche pour les fins du projet de recherche comporte en permanence une personne qui peut justifier d'une expérience académique ou professionnelle en matière de recherche. ».

Art. 23. Au sein des articles 14, 10^o et 18^o, 58, 1^o, 61, 65, 78, 95 et 107, les termes « public » ou « publics » sont abrogés.

Le terme « publics » de l'intitulé du chapitre 4 du même décret est également abrogé.

Art. 24. Au sein des articles 14, 10^o, 13^o et 17^o, 61, 71 et 72, du même décret, l'expression « recherche industrielle » est remplacée par l'expression « recherche appliquée ou industrielle ». La même modification est réalisée pour l'intitulé de la section 1^{re} du chapitre 4.

A l'article 74, 1^o, le terme « industrielle » est remplacé par les termes « appliquée ou industrielle ».

Au sein de l'intitulé de la section 2 du chapitre 5, l'expression « recherche industrielle » est remplacée par l'expression « recherche appliquée ou industrielle ». La même modification est réalisée aux articles 78, alinéas 1^{er}, 91, 92, 95, alinéa 1^{er}, 3^o, et 122.

L'article 94, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle, d'un projet de recherche appliquée, d'un projet de développement expérimental, ou d'un projet combinant deux ou trois de ces catégories, introduit dans le cadre d'un partenariat d'innovation, le Gouvernement peut accorder des aides : ».

Art. 25. Au sein du même décret, l'article 12 est remplacé par ce qui suit :

« Au sens du présent décret, on entend par « partenariat d'innovation » tout partenariat qui est relatif à un projet et qui, à la fois :

1^o associe au moins comme membres, sans exclure d'autre partenaires, plusieurs entreprises et plusieurs entités répondant à l'une des définitions visées à l'article 8 ou à l'article 10, 2^o;

2^o a pour objet principal de réaliser ou de coordonner des recherches qui contribuent au progrès scientifique, technologique et/ou non-technologique et économique en Région wallonne, dans une optique de développement durable. ».

Art. 26. Le terme « technologique » est abrogé de l'intitulé du chapitre 6 du même décret.

Art. 27. A l'article 14 du même décret, il est inséré un 9/1^o formulé comme suit :

« 9/1^o aux entreprises, aux instituts de recherche agréés, aux organismes de recherche, aux unités universitaires et aux unités de haute école, des subventions portant sur des innovations responsables; ».

Art. 28. Au sein des articles 14, 17^o et 18^o, et 107 du même décret, le terme « technologique » est abrogé.

CHAPITRE V. — *Regroupement des centres de recherche*

Art. 29. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Au sens du présent décret, on entend par :

1^o « centre de recherche » : tout organisme qui a pour objet principal de réaliser des recherches et d'effectuer des prestations de service contribuant au développement économique, social et environnemental de la Wallonie, et qui ne répond à aucune des définitions visées aux articles 7, 8, et 9;

2^o « Institut de recherche agréé » : tout centre de recherche ou regroupement de centres de recherche agréé conformément aux critères arrêtés par le Gouvernement ».

Art. 30. Au sein des articles 14, 13^o, 14^o, 15^o, 16^o et 18^o, 58, 1^o, 61, alinéas 2, 74, 75, 76, 77, alinéa 1^{er}, 3^o, et alinéas 2, 78, alinéas 1^{er}, 82, 87, 91, 95, 2^o, 98, 107, alinéa 2, du même décret, les termes « centre » ou « centres » sont remplacés par les termes « institut » ou « instituts ».

A l'intitulé du chapitre 5 et à celui de sa section 1^{re}, le terme « centres » est remplacé par le terme « instituts ».

CHAPITRE VI. — *Preuve de principe*

Art. 31. Au sein du même décret, il est inséré un article 6/3 formulé de la manière suivante :

« Au sens du présent décret, on entend par « preuve de principe », les activités permettant de démontrer la faisabilité de certaines méthodes, idées ou concepts théoriques afin de permettre leur valorisation industrielle. La preuve de principe fait suite à un projet de recherche industrielle, elle est nécessairement de plus faible ampleur par rapport au projet initial. ».

Art. 32. A l'article 14 du même décret, il est inséré un 12/2^o formulé comme suit :

« 12/2^o aux unités universitaires et aux unités de haute école, des subventions portant sur la preuve de principe; ».

Art. 33. Dans le chapitre 4/1, il est inséré une section 2 intitulée « Des subventions portant sur la preuve de principe ».

Art. 34. Dans le chapitre 4/1, section 2, il est inséré un article 73/5 rédigé comme suit :

« Sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, financière et développement durable d'une demande d'aide introduite par une ou plusieurs unités universitaires ou unités de haute école pour la réalisation d'une ou de plusieurs preuves de principe, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention.

Le Gouvernement peut accorder à une ou plusieurs unités universitaires ou unités de haute école une subvention globale destinée à la réalisation de preuves de principe. La subvention globale couvre uniquement les preuves de principe dont la demande a fait l'objet d'une évaluation scientifique, technique, économique, financière et développement durable positive du Gouvernement. ».

Art. 35. Dans le chapitre 4/1, section 2, il est inséré un article 73/6 rédigé comme suit :

« Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1^o les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet;

2^o les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet;

4° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet. ».

Art. 36. Dans le chapitre 4/1, section 2, il est inséré un article 73/7 rédigé comme suit :

« L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre 100. ».

Art. 37. Dans le chapitre 4/1, section 2, il est inséré un article 73/8 rédigé comme suit :

« L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet. ».

CHAPITRE VII. — *Rapprochement des dispositions de l'encadrement européen*

Art. 38. L'article 3, alinéa 2, 2°, du même décret est complété par les termes « En cas d'usage commercial ultérieur de projets de démonstration ou de projets pilotes, toute recette provenant d'un tel usage doit être déduite des coûts admissibles ».

Art. 39. Au sein du même décret, il est inséré un article 19/1 formulé comme suit :

« L'intensité de la subvention peut être majorée si les quatre conditions suivantes sont réunies :

1° le projet est réalisé suivant une coopération effective entre une entreprise et un Institut de recherche agréé, une unité universitaire ou une unité de haute école, la sous-traitance n'étant pas considérée comme une coopération effective;

2° l'entreprise ne supporte pas plus de 70 pour cent des dépenses admissibles;

3° l'entreprise est une moyenne entreprise, une petite entreprise ou une jeune entreprise innovante;

4° l'aide a été octroyée dans le cadre d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury de l'appel en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, financiers et développement durable indiqués dans l'appel.

L'intensité de la subvention majorée, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 75 pour une petite entreprise ou une jeune entreprise innovante;

2° 65 pour une moyenne entreprise. ».

Art. 40. Aux articles 18, alinéas 2 et 19, alinéa 2, du même décret, les nombres « 80 », « 70 » et « 60 » sont respectivement remplacés par les nombres « 75 », « 65 » et « 55 ».

Art. 41. A l'article 28, alinéas 2 et 4, du même décret, le terme « notamment » est inséré entre les termes « divergence » et « par ».

Art. 42. A l'article 103, alinéas 2 et 4, du même décret, le terme « notamment » est inséré entre les termes « divergence » et « par ».

CHAPITRE VIII. — *Participation aux programmes européens et ouverture à l'international*

Art. 43. Au sein du même décret, il est inséré un article 12/1 formulé de la manière suivante :

« Par dérogation à l'article 12, 1°, selon les conditions définies par le Gouvernement :

1° l'une des entreprises peut ne pas avoir de siège d'activité en Wallonie;

2° l'un des partenaires non-entreprise peut ne pas être organisé ou subventionné par la Communauté française s'il s'agit d'une entité visée à l'article 8, 2° et 8, 3°, ou ne pas avoir de siège d'activité en Wallonie s'il s'agit d'une entité visée à l'article 8, 1° ou 10, 2°. ».

Art. 44. L'article 109 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'un type de subvention consistant dans une aide portant sur la réalisation d'un projet de recherche s'inscrivant dans un programme supranational ou international. Les mécanismes autorisés et les taux maximum d'intervention seront ceux fixés par l'Encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation. ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions diverses*

Art. 45. Les articles 18, alinéa 2, 1°, 19, alinéa 2, 1°, 23, alinéa 2, 1°, et alinéa 3, 1°, 24, alinéa 2, 1°, et alinéa 3, 1°, 99, alinéa 1^{er}, 1°, 100, alinéa 1^{er}, 1°, et 101, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret sont complétés par les termes « ou une jeune entreprise innovante ».

Art. 46. Au sein du même décret, il est inséré un article 25/1 formulé comme suit :

« Hormis les cas visés aux articles 23, 24 et 25, l'aide peut consister, soit en une subvention, soit en une avance récupérable si le montant du projet est inférieur à 150.000 euros.

Le Gouvernement peut adapter le montant visé au premier alinéa aux variations de l'indice santé des prix à la consommation.

Si l'aide est une subvention, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 45 pour une petite entreprise;

2° 35 pour une moyenne entreprise;

3° 25 pour une grande entreprise.

Si l'aide est une avance récupérable, son intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 60 pour une petite entreprise;

2° 50 pour une moyenne entreprise;

3° 40 pour une grande entreprise. ».

Art. 47. Au sein de l'article 26 du même décret, les mots « aux articles 23, 24 et 25 » sont remplacés par les mots « aux articles 23, 24, 25 et 25/1 ».

Art. 48. L'article 97, aliéna 1^{er}, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« L'intensité des subventions aux organismes de recherche, unités universitaires et unités de haute école, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

1° 100 pour leurs activités de recherche industrielle;

2° 85 pour leurs activités de développement expérimental. ».

Art. 49. Au sein de l'article 98 du même décret, le nombre « 75 » est remplacé par « 85 ».

CHAPITRE X. — *Entrée en vigueur*

Art. 50. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 954 (2013-2014). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 12 mars 2014.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201938]

13. MÄRZ 2014 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Finanzierung von außergewöhnlichen Ausrüstungen*

Artikel 1 - In das Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird ein Artikel 6/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Im Sinne des vorliegenden Dekrets gilt als "außergewöhnliche Ausrüstung" jede Ausrüstung, für die es auf dem Gebiet der Wallonischen Region keine vergleichbare gibt, oder aber deren vergleichbare Ausrüstungen nur zum privaten Gebrauch dienen, überholt sind, oder keine verfügbare zugängliche Kapazität haben."

Art. 2 - In Artikel 14 desselben Dekrets werden eine Ziffer 12/1° und eine Ziffer 16/1° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"12/1° den Universitätseinheiten Zuschüsse für die Beschaffung von außergewöhnlichen Ausrüstungen gewähren;"

"16/1° den zugelassenen Forschungsinstituten Zuschüsse für die Beschaffung von außergewöhnlichen Ausrüstungen gewähren;"

Art. 3 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel 4/1 mit der Überschrift "Zuschüsse an Universitätseinheiten und Hochschuleinheiten" eingefügt.

Art. 4 - In das Kapitel 4/1 wird ein Abschnitt 1 mit der Überschrift "Zuschüsse betreffend ein Projekt zur Beschaffung einer außergewöhnlichen Ausrüstung für Universitätseinheiten" eingefügt.

Art. 5 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 1 wird ein Artikel 73/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für die Umsetzung eines Projekts zur Beschaffung einer außergewöhnlichen Ausrüstung für gemeinnützige Zwecke, die die Durchführung von Aktivitäten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung ermöglicht, das von einer bzw. mehreren Universitätseinheiten eingereicht wird, kann die Regierung ihr bzw. ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines thematischen Programms der Wallonischen Region, das Gegenstand eines Projektauftrufs bezüglich Forschungsinfrastrukturen gewesen ist, auf der Grundlage der von dem Programmausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Bewertung des Projekts, wenn dieses wegen seiner Eigenart, seines Umfangs, seiner Organisation oder seiner Dringlichkeit nicht auf nützliche Weise als Antwort auf einen Projektauftrag eingereicht werden kann; in diesem Fall kann die Regierung die Bewertung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen."

Art. 6 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 1 wird ein Artikel 73/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalkosten für die Forschungslogistiker, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Beschaffungsprojekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Beschaffungsprojekts benutzt werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Beschaffungsprojekts benutzt werden;

4° zusätzliche Allgemerkosten, die in Zusammenhang mit der Durchführung des Beschaffungsprojekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Beschaffungsprojekts direkt getragen werden;

6° die Kosten für die Beschaffung der außergewöhnlichen Ausrüstungen sowie die damit verbundenen Infrastruktur- und Installationskosten."

Art. 7 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 1 wird ein Artikel 73/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann 100 erreichen."

Art. 8 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 1 wird ein Artikel 73/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden."

Art. 9 - In Kapitel 5 desselben Dekrets wird ein Abschnitt 6 mit der Überschrift "Zuschüsse betreffend ein Projekt zur Beschaffung einer außergewöhnlichen Ausrüstung" eingefügt.

Art. 10 - In Kapitel 5, Abschnitt 6 wird ein Artikel 93/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für die Umsetzung eines Projekts zur Beschaffung einer außergewöhnlichen Ausrüstung für gemeinnützige Zwecke, die die Durchführung von Aktivitäten im Bereich der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung ermöglicht, das von einem bzw. mehreren zugelassenen Forschungsinstituten eingereicht wird, kann die Regierung ihr bzw. ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines thematischen Programms der Wallonischen Region, das Gegenstand eines Projektauftrufs bezüglich Forschungsinfrastrukturen gewesen ist, auf der Grundlage der von dem Programmausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Bewertung des Projekts, wenn dieses wegen seiner Eigenart, seines Umfangs, seiner Organisation oder seiner Dringlichkeit nicht auf nützliche Weise als Antwort auf einen Projektauftrag eingereicht werden kann; in diesem Fall kann die Regierung die Bewertung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen."

Art. 11 - In Kapitel 5, Abschnitt 6 wird ein Artikel 93/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalkosten für die Forschungslogistiker, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Beschaffungsprojekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Beschaffungsprojekts benutzt werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Beschaffungsprojekts benutzt werden;

4° zusätzliche Allgemerkosten, die in Zusammenhang mit der Durchführung des Beschaffungsprojekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Beschaffungsprojekts direkt getragen werden;

6° die Kosten für die Beschaffung der außergewöhnlichen Ausrüstungen sowie die damit verbundenen Infrastruktur- und Installationskosten."

Art. 12 - In Kapitel 5, Abschnitt 6 wird ein Artikel 93/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann 100 erreichen.“

Art. 13 - In Kapitel 5, Abschnitt 6 wird ein Artikel 93/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.“

KAPITEL II — *Einbeziehung des Kriteriums der nachhaltigen Entwicklung*

Art. 14 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter nachhaltiger Entwicklung eine Entwicklung, die der in Artikel 1, 1° des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung gegebenen Definition entspricht.“

Art. 15 - In den Artikeln 15, 21, 32, 35, 46, 50, 54, 58, 61, 66, 71, 78, 82, 87, 91, 94 und 110 desselben Dekrets wird das Wort „umweltrelevante(n)“ durch „im Bereich der nachhaltigen Entwicklung relevante(n)“ ersetzt.

Art. 16 - Artikel 15, 2° desselben Dekrets wird durch folgenden Satz ergänzt:

„Die Intensität der Beihilfe nach Artikel 17, Artikel 18, Absatz 2, und Artikel 19, Absatz 2, ausgedrückt als Prozentsatz der zulässigen Ausgaben, erreicht automatisch ihr Maximum, wenn die Bewertung des Projekts hinsichtlich der nachhaltigen Entwicklung positiv ist.“

Art. 17 - Artikel 21, 2° desselben Dekrets wird durch folgenden Satz ergänzt:

„Die Intensität der Beihilfe nach Artikel 23, Absatz 2 und 3, Artikel 24, Absatz 2 und 3, Artikel 25, Absatz 2 und 3, und Artikel 26, ausgedrückt als Prozentsatz der zulässigen Ausgaben, erreicht automatisch ihr Maximum, wenn die Bewertung des Projekts hinsichtlich der nachhaltigen Entwicklung positiv ist.“

KAPITEL III — *Einbeziehung des Kriteriums Beschäftigung*

Art. 18 - In den Artikeln 15, 21, 46, 50, 58 und 94 desselben Dekrets wird das Wort „, beschäftigungsrelevanten“ zwischen „wirtschaftlichen“ und „finanziellen“ eingefügt.

Die Regierung erlässt die Modalitäten, nach denen dieses Kriterium der Beschäftigung angewandt wird, insbesondere unter Bezugnahme der Lage und der Zukunftsaussichten des Unternehmens.

KAPITEL IV — *Verantwortungsbewusste und nicht-technologische Innovation*

Art. 19 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter „angewandter Forschung“ die Forschungsarbeiten, die darauf abzielen, die potentiellen Anwendungen der Ergebnisse der Grundlagenforschung zu erkennen, oder neue Lösungen zu finden, oder Verfahren zu verbessern, um ein bestimmtes und a priori festgelegtes Ziel zu erreichen.“

Art. 20 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter „verantwortungsbewusster Innovation“ ein Ansatz, der darin besteht, im Laufe des Innovationsverfahrens die wirtschaftlichen, sozialen und umweltrelevanten Aspekte zu berücksichtigen, so dass bei der Vermarktung Wert - oder positive Auswirkungen - für mehrere dieser Aspekte geschaffen werden, ohne einen Wertverlust - oder negative Auswirkungen - für einen dieser Aspekte zu erzeugen. Die verantwortungsbewusste Innovation betrifft alle Innovationsarten, unabhängig vom Sektor, vom Markt, von den Produkten, Dienstleistungen oder Organisationen.“

Art. 21 - Artikel 8, 1° desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

„1° „Forschungseinrichtung“: jede juristische Person mit Ausnahme der Universitätseinheiten, der Hochschuleinheiten und der zugelassenen Forschungsinstitute, die den von der Regierung festgelegten Kriterien genügt, und insbesondere die Durchführung von Tätigkeiten im Bereich der angewandten Forschung, der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung, und die Verbreitung deren Ergebnisse durch den Unterricht, die Veröffentlichung und den Technologietransfer zum Gegenstand hat; die Gewinne werden vollständig in diese Aktivitäten, die Verbreitung deren Ergebnisse oder das Unterrichtswesen reinvestiert;“

Art. 22 - Artikel 61 desselben Dekrets wird durch Folgendes ergänzt:

„Was die Forschungseinrichtungen betrifft, wird zwecks jeglicher Finanzierung von Forschungsprojekten eine Partnerschaft mit einer Universitätseinheit, einem zugelassenen Forschungsinstitut oder einer Hochschule verlangt. Die Forschungseinrichtung kann nicht mehr als 50% der zulässigen Ausgaben des gesamten Projekts allein tragen.“

Um einen Zuschuss zu erhalten, muss die Forschungseinrichtung den von der Regierung erlassenen Zulässigkeitskriterien genügen. Vor der Gewährung eines ersten Zuschusses an die Forschungseinrichtung beantragt die Regierung die gleich lautende Stellungnahme des Rates für die Wissenschaftspolitik.

Das von der Forschungseinrichtung zu Zwecken des Forschungsprojekts gebildete Team umfasst ständig eine Person, die eine akademische oder berufliche Erfahrung in Sachen Forschung nachweisen kann.“

Art. 23 - In Artikel 14, 10° und 18°, Artikel 58, 1°, Artikel 61, Artikel 65, Artikel 78, Artikel 95 und Artikel 107 wird das Wort „öffentliche(n)“ gestrichen.

Das Wort „öffentlichen“ wird in der Überschrift von Kapitel 4 desselben Dekrets ebenfalls gestrichen.

Art. 24 - In Artikel 14, 10°, 13° und 17°, Artikel 61, Artikel 71 und Artikel 72 desselben Dekrets wird die Wortfolge „industriellen Forschung“ durch „angewandten oder industriellen Forschung“ ersetzt. Die gleiche Abänderung gilt für die Überschrift von Kapitel 4, Abschnitt 1.

In Artikel 74, 1° wird das Wort „industrieller“ durch „angewandter oder industrieller“ ersetzt.

In der Überschrift von Kapitel 5, Abschnitt 2 wird die Wortfolge „industriellen Forschung“ durch „angewandten oder industriellen Forschung“ ersetzt. Die gleiche Abänderung gilt für Artikel 78, Abs. 1, Artikel 91, Artikel 92, Artikel 95, Abs. 1, 3°, und Artikel 122.

Artikel 94, Abs. 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung, der angewandten Forschung, der experimentellen Entwicklung, oder eines Projekts, das zwei oder drei dieser Kategorien gleichzeitig aufweist, das im Rahmen einer Partnerschaft für die technologische Innovation eingereicht wird, kann die Regierung Beihilfen gewähren: "

Art. 25 - In demselben Dekret wird Artikel 12 durch Folgendes ersetzt:

"Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Innovationspartnerschaft" jede Partnerschaft, die sich auf ein Projekt bezieht und die gleichzeitig:

1° ohne Ausschluss anderer Partner als Mitglieder mindestens mehrere Unternehmen und mehrere Körperschaften vereinigt, die mit einer der in Artikel 8 oder in Artikel 10, 2° erwähnten Definitionen übereinstimmen;

2° hauptsächlich auf die Durchführung oder Koordinierung von Forschungsarbeiten abzielen, die zum wissenschaftlichen, technologischen und/oder nicht-technologischen und wirtschaftlichen Fortschritt im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung in der Wallonischen Region beitragen."

Art. 26 - Das Wort "technologische" wird in der Überschrift von Kapitel 6 desselben Dekrets gestrichen.

Art. 27 - In Artikel 14 desselben Dekrets wird eine Ziffer 9/1° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"9/1° den Unternehmen, den zugelassenen Forschungsinstituten, den Forschungseinrichtungen, den Universitäts-einheiten und den Hochschuleinheiten Zuschüsse für verantwortungsbewusste Innovationen gewähren."

Art. 28 - In Artikel 14, 17° und 18° desselben Dekrets wird das Wort "technologische(n)" gestrichen.

KAPITEL V — Zusammenführung der Forschungszentren

Art. 29 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Forschungszentrum": jede Einrichtung, deren Hauptziel die Durchführung von Forschungsarbeiten und Dienstleistungen ist, die zur wirtschaftlichen, sozialen und umweltrelevanten Entwicklung der Wallonie beitragen und die mit keiner der in den Artikeln 7, 8 und 9 erwähnten Definitionen übereinstimmt;

2° "zugelassenes Forschungsinstitut": jedes zugelassene Forschungszentrum oder jede zugelassene Zusammenführung von zugelassenen Forschungszentren in Übereinstimmung mit den von der Regierung erlassenen Kriterien".

Art. 30 - In Artikel 14, 13°, 14°, 15°, 16° und 18°, Artikel 58, 1°, Artikel 61, Abs. 2, Artikel 74, Artikel 75, Artikel 76, Artikel 77, Abs. 1, 3°, und Abs. 2, Artikel 78, Abs. 1, Artikel 82, Artikel 87, Artikel 91, Artikel 95, 2°, Artikel 98, und Artikel 107, Abs. 2 desselben Dekrets wird das Wort "Zentrum(s)" "-zentrum(s)", "Zentren" bzw. "-zentren" jeweils durch "Institut(s)", "-institut(s)", "Institute" bzw. "-institute" ersetzt.

In der Überschrift von Kapitel 5 und Kapitel 5, Abschnitt 1 wird das Wort "Forschungszentren" durch "Forschungsinstitute" ersetzt.

KAPITEL VI — Grundsatzbeweis

Art. 31 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 6/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Grundsatzbeweis" die Aktivitäten, durch welche die Durchführbarkeit bestimmter Methoden, Ideen oder theoretischer Konzepte nachgewiesen werden kann, um ihre industrielle Umsetzung zu ermöglichen. Der Grundsatzbeweis knüpft an ein industrielles Forschungsprojekt an; dessen Umfang ist notwendigerweise geringer als das ursprüngliche Projekt."

Art. 32 - In Artikel 14 desselben Dekrets wird eine Ziffer 12/2° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"12/2° den Universitätseinheiten und den Hochschuleinheiten Zuschüsse für den Grundsatzbeweis gewähren;"

Art. 33 - In das Kapitel 4/1 wird ein Abschnitt 2 mit der Überschrift "Zuschüsse betreffend den Grundsatzbeweis" eingefügt.

Art. 34 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 2 wird ein Artikel 73/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Bewertung eines Beihilfeantrags, der von einer bzw. mehreren Universitätseinheiten oder Hochschuleinheiten für die Durchführung einer oder mehrerer Grundsatzbeweise eingereicht wird, kann die Regierung ihr bzw. ihnen einen Zuschuss gewähren.

Die Regierung kann einer bzw. mehreren Universitätseinheiten oder Hochschuleinheiten einen Gesamtzuschuss gewähren, der für die Durchführung der Grundsatzbeweise bestimmt ist. Der Gesamtzuschuss deckt nur die Grundsatzbeweise, für die der Antrag Gegenstand einer günstigen wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und im Bereich der nachhaltigen Entwicklung relevanten Bewertung seitens der Regierung gewesen ist."

Art. 35 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 2 wird ein Artikel 73/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalkosten für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für das Material und die Instrumente, die zur Durchführung des Projekts benutzt werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;

4° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden."

Art. 36 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 2 wird ein Artikel 73/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann 100 erreichen."

Art. 37 - In Kapitel 4/1, Abschnitt 2 wird ein Artikel 73/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden."

KAPITEL VII — *Annäherung der Bestimmungen an den europäischen Rahmen*

Art. 38 - Artikel 3, Absatz 2, 2° desselben Dekrets wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "Falls Demonstrations- oder Pilotprojekte zu einem späteren Zeitpunkt zu gewerblichen Zwecken benutzt würden, muss jede Einnahme aus dieser Benutzung von den zulässigen Ausgaben abgezogen werden."

Art. 39 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 19/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Zuschussintensität kann erhöht werden, wenn die folgenden vier Bedingungen erfüllt sind:

1° das Projekt wird aufgrund einer effektiven Zusammenarbeit zwischen einem Unternehmen und einem zugelassenen Forschungsinstitut, einer Universitätseinheit oder einer Hochschuleinheit durchgeführt, wobei die Weitervergabe von Aufträgen an Nachunternehmer nicht als effektive Zusammenarbeit angesehen wird;

2° das Unternehmen trägt nicht mehr als 70 Prozent der zulässigen Ausgaben;

3° bei dem Unternehmen handelt es sich um ein Mittelunternehmen, ein Kleinunternehmen oder ein innovatives Jungunternehmen;

4° die Beihilfe wurde im Rahmen eines Projektauftrags, auf der Grundlage der von dem Auftragsausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und auf dem Gebiet der nachhaltigen Entwicklung relevanten Kriterien gewährt.

Die erhöhte Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 75 für ein Kleinunternehmen oder ein innovatives Jungunternehmen;

2° 65 für ein Mittelunternehmen."

Art. 40 - In Artikel 18, Abs. 2, und Artikel 19, Abs. 2 desselben Dekrets werden die Zahlen "80", "70" und "60" jeweils durch die Zahlen "75", "65" bzw. "55" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 28, Absätze 2 und 4 desselben Dekrets wird das Wort "insbesondere" zwischen "Abweichung" und "von den kommerziellen Zielsetzungen" eingefügt.

Art. 42 - In Artikel 103, Absätze 2 und 4 desselben Dekrets wird das Wort "insbesondere" zwischen "Abweichung" und "von den kommerziellen Zielsetzungen" eingefügt.

KAPITEL VIII — *Teilnahme an den europäischen Programmen und internationale Ausrichtung*

Art. 43 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"In Abweichung von Artikel 12, 1° und nach von den Regierung bestimmten Bedingungen

1° kann eines der Unternehmen keinen Betriebssitz in der Wallonie haben;

2° kann einer der anderen Partner als das Unternehmen nicht von der Französischen Gemeinschaft organisiert oder subventioniert werden, wenn es sich um eine in Artikel 8, 2° oder Artikel 8, 3° genannte Körperschaft handelt, oder keinen Betriebssitz in der Wallonie haben, wenn es sich um eine in Artikel 8, 1° oder Artikel 10, 2° genannte Körperschaft handelt."

Art. 44 - Artikel 109 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Regierung kann die Modalitäten für eine Art von Zuschuss festlegen, der in einer Beihilfe betreffend die Durchführung eines Forschungsprojekts, das sich in ein übernationales oder internationales Programm einfügt, besteht. Die erlaubten Mechanismen und die maximalen Beteiligungssätze sind diejenigen, die im Gemeinschaftsrahmen für staatliche Forschungs-, Entwicklungs-, und Innovationsbeihilfen festgelegt sind."

KAPITEL IX — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 45 - Artikel 18, Abs. 2, 1°, Artikel 19, Abs. 2, 1°, Artikel 23, Abs. 2, 1°, und Abs. 3, 1°, Artikel 24, Abs. 2, 1°, und Abs. 3, 1°, Artikel 99, Abs. 1, 1°, Artikel 100, Abs. 1, 1°, und Artikel 101, Abs. 1, 1° werden durch die Wortfolge "oder ein innovatives Jungunternehmen" ergänzt.

Art. 46 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 25/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Mit Ausnahme der in Artikeln 23, 24 und 25 genannten Fälle kann die Beihilfe entweder ein Zuschuss oder ein rückforderbarer Vorschuss sein, wenn der Betrag des Projekts weniger als 150.000 Euro beträgt.

Die Regierung kann den in Abs. 1 genannten Betrag an die Schwankungen des Gesundheitsindex der Verbraucherpreise anpassen.

Wenn die Beihilfe ein Zuschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen:

1° 45 für ein Kleinunternehmen;

2° 35 für ein Mittelunternehmen;

3° 25 für ein Großunternehmen.

Wenn die Beihilfe ein rückforderbarer Vorschuss ist, kann dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen:

1° 60 für ein Kleinunternehmen;

2° 50 für ein Mittelunternehmen;

3° 40 für ein Großunternehmen."

Art. 47 - In Artikel 26 des Dekrets wird die Wortfolge "Artikeln 23, 24 und 25" durch "Artikel 23, 24, 25 und 25/1" ersetzt.

Art. 48 - Artikel 97, Abs. 1 des Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Intensität der Zuschüsse zugunsten der Forschungseinrichtungen, Universitätseinheiten und Hochschuleinheiten, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

1° 100 für ihre Aktivitäten im Bereich der industriellen Forschung;

2° 85 für ihre Aktivitäten im Bereich der experimentellen Entwicklung."

Art. 49 - In Artikel 98 desselben Dekrets wird die Zahl "75" durch "85" ersetzt.

KAPITEL X — *Inkrafttreten*

Art. 50 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Juli 2014 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 13. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) Sitzung 2013-2014.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 954 (2013-2014). Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 12. März 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201938]

13 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Financiering van buitengewone uitrustingen*

Artikel 1. In het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië wordt een artikel 6/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“In de zin van dit decreet wordt verstaan onder “buitengewone uitrusting”, de uitrusting waarvoor er geen gelijke op het grondgebied van het Waalse Gewest bestaat en waarvan de gelijken alleen voor privé-gebruik zijn, verouderd zijn of geen beschikbare toegankelijke capaciteit hebben”.

Art. 2. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden een 12/1° en een 16/1° ingevoegd, luidend als volgt :

“12/1° aan de universitaire afdelingen, subsidies met betrekking tot de aankoop van buitengewone uitrustingen;”;

“16/1° aan de erkende onderzoeksinstituten, subsidies met betrekking tot de aankoop van buitengewone uitrustingen;”.

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 4/1 ingevoegd met als opschrift “Subsidies voor de universitaire afdelingen en voor de afdelingen van een hogeschool”.

Art. 4. In hoofdstuk 4/1 wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift “Subsidies met betrekking tot een project van aankoop van een buitengewone uitrusting voor universitaire afdelingen”.

Art. 5. In hoofdstuk 4/1, afdeling 1, wordt een artikel 73/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor de uitvoering van een aankoopproject van een buitengewone uitrusting voor gemeenschappelijk gebruik, waarbij activiteiten inzake industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling zorgvuldig kunnen worden uitgevoerd, dat ingediend wordt door één of meerdere universitaire afdelingen kan de Regering haar of hen een subsidie toekennen :

1° ofwel in het kader van een themaprogramma van het Waalse Gewest waarvoor er een oproep tot indiening van projecten m.b.t. onderzoeksinfrastructuur is uitgeschreven, op grond van de rangschikking van de projecten voorgesteld door de jury van het programma afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en duurzame ontwikkelingscriteria bepaald in de oproep;

2° ofwel op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en duurzame ontwikkelingsbeoordeling van het aankoopproject als dat project wegens zijn aard, omvang, organisatie of dringend karakter onmogelijk kan worden ingediend als antwoord op een oproep tot indiening van projecten; in dat geval kan de Regering alleen of met de bijstand van externe deskundigen de beoordeling uitvoeren.”.

Art. 6. In hoofdstuk 4/1, afdeling 1, wordt een artikel 73/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekslogistici, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het aankoopproject;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel gebruikt voor de uitvoering van het aankoopproject;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het aankoopproject;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het aankoopproject;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het aankoopproject;

6° de aankoopkosten van de buitengewone uitrusting en de gebonden infrastructuur- en installatiekosten.”

Art. 7. In hoofdstuk 4/1, afdeling 1, wordt een artikel 73/3 ingevoegd, luidend als volgt :

”De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen.”

Art. 8. In hoofdstuk 4/1, afdeling 1, wordt een artikel 73/4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Het feit dat de subsidie wordt toegekend, heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.”

Art. 9. In hoofdstuk 5 van hetzelfde decreet wordt een afdeling 6 ingevoegd met als opschrift ”Subsidies met betrekking tot een aankoopproject van een buitengewone uitrusting voor universitaire afdelingen”.

Art. 10. In hoofdstuk 5, afdeling 6 wordt een artikel 93/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”Voor de uitvoering van een aankoopproject van een buitengewone uitrusting voor gemeenschappelijk gebruik, waarbij activiteiten inzake industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling zorgvuldig kunnen worden uitgevoerd, dat ingediend wordt door één of meerdere erkende onderzoeksinstituten kan de Regering haar of hen een subsidie toekennen :

1° ofwel in het kader van een themaprogramma van het Waalse Gewest waarvoor er een oproep tot indiening van projecten m.b.t. onderzoeksinfrastructuur is uitgeschreven, op grond van de rangschikking van de projecten voorgesteld door de jury van het programma afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en duurzame ontwikkelingscriteria bepaald in de oproep;

2° ofwel op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en duurzame ontwikkelingsbeoordeling van het aankoopproject als dat project wegens zijn aard, omvang, organisatie of dringend karakter onmogelijk kan worden ingediend als antwoord op een oproep tot indiening van projecten; in dat geval kan de Regering alleen of met de bijstand van externe deskundigen de beoordeling uitvoeren.”

Art. 11. In hoofdstuk 5, afdeling 6 wordt een artikel 93/2 ingevoegd, luidend als volgt :

”De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekslogistici, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het aankoopproject;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel gebruikt voor de uitvoering van het aankoopproject;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het aankoopproject;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het aankoopproject;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het aankoopproject;

6° de aankoopkosten van de buitengewone uitrusting en de gebonden infrastructuur- en installatiekosten.”

Art. 12. In hoofdstuk 5, afdeling 6, wordt een artikel 93/3 ingevoegd, luidend als volgt :

”De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen.”

Art. 13. In hoofdstuk 5, afdeling 6, wordt een artikel 93/4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.”

HOOFDSTUK II. — *Integratie van het duurzame ontwikkelingscriterium*

Art. 14. In de zin van hetzelfde decreet wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt :

”In de zin van dit decreet wordt verstaan onder duurzame ontwikkeling, een ontwikkeling zoals bepaald in artikel 2, 1°, van het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling”.

Art. 15. In de artikelen 15, 21, 32, 35, 46, 50, 54, 58, 61, 66, 71, 78, 82, 91, 94, en 110 van hetzelfde decreet wordt het woorddeel ”leefmilieu” vervangen door het woorddeel ”duurzame ontwikkelings”.

Art. 16. Artikel 15, 2°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgende volzin :

”De in de artikelen 17, 18, tweede lid, en 19, tweede lid, bedoelde subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven, bereikt automatisch haar maximumbedrag wanneer de duurzame ontwikkelingsbeoordeling positief is.”

Art. 17. Artikel 21, 2°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgende volzin :

”De in de artikelen 23, tweede en derde lid, en 24, tweede en derde lid, 25, tweede en derde lid en 26 bedoelde subsidie-intensiteit, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven, bereikt automatisch haar maximumbedrag wanneer de duurzame ontwikkelingsbeoordeling positief is.”

HOOFDSTUK III. — *Integratie van het tewerkstellingscriterium*

Art. 18. In de artikelen 15, 21, 46, 50, 58 en 94 van hetzelfde decreet wordt het woorddeel ”tewerkstellings-” ingevoegd tussen de uitdrukkingen ”economische” en ”financiële”.

De Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke dit tewerkstellingscriterium toegepast wordt, waarbij met name de toestand en de perspectieven van het bedrijf in aanmerking worden genomen.

HOOFDSTUK IV. — *Verantwoorde en niet-technologische innovatie*

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"In de zin van dit decreet wordt verstaan onder "toegepast onderzoek", de onderzoekswerken die als doel hebben de potentiële toepassingen van de resultaten van het fundamenteel onderzoek te onderscheiden of nieuwe oplossingen te vinden of nog procédés te verbeteren om een bepaalde en *a priori* vastgelegde doelstelling te bereiken."

Art. 20. In de zin van hetzelfde decreet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"In de zin van hetzelfde decreet wordt verstaan onder "verantwoorde innovatie", een aanpak die erin bestaat de economische, sociale en leefmilieuoverwegingen in acht te nemen tijdens het innovatieproces teneinde bij het op de markt brengen waarde - of positieve impact - op meerdere van die dimensies te creëren zonder waardedestructie - of negatieve impact- op één van die dimensies. De verantwoorde innovatie betreft alle typen innovaties ongeacht de sectoren, de markten, producten, diensten of organisaties."

Art. 21. Artikel 8, 1^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"1^o "onderzoekinstelling" : elke rechtspersoon, met uitzondering van de universitaire afdelingen, de afdelingen van een hoge school en de erkende onderzoeksinstituten, die de door de Regering bepaalde criteria vervult en met name als doel heeft activiteiten inzake toegepast onderzoek, industrieel onderzoek, of experimentele ontwikkeling uit te voeren en hun resultaten te verspreiden via het onderwijs, de bekendmaking of de technologietransfer; de profielen worden volledig in deze activiteiten, in de verspreiding van hun resultaten of in het onderwijs geherinvesteerd;"

Art. 22. Artikel 61 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"Voor de onderzoekinstellingen wordt een partnerschap met een universitaire afdeling, een erkend onderzoeksinstituut of een hoge school vereist voor elke financiering van onderzoeksprojecten. De onderzoekinstelling mag niet alleen meer dan 50 % van de toelaatbare uitgaven van het gehele project dragen.

Om een subsidie te krijgen, moet de onderzoekinstelling de door de Regering bepaalde toekenningscriteria vervullen. Laatstgenoemde verzoekt om het eensluidend advies van de Raad voor Wetenschapsbeleid vóór de toekenning van een eerste subsidie aan de onderzoekinstelling.

Het team opgericht door de onderzoekinstelling voor de doeleinden van het onderzoeksproject omvat voortdurend een persoon die van een academische of beroepservaring inzake onderzoek kan getuigen."

Art. 23. In de artikelen 14, 10^o en 18^o, 58, 1^o, 61, 65, 78, 95 en 107 wordt het woord "publieke" opgeheven.

Het woord "openbare" van het opschrift van hoofdstuk 4 van hetzelfde decreet wordt ook opgeheven.

Art. 24. In de artikelen 14, 10^o, 13^o en 17^o, 61, 71 et 72 van hetzelfde decreet wordt de uitdrukking "industrieel onderzoek" vervangen door de uitdrukking "toegepast of industrieel onderzoek". Dezelfde wijziging wordt ook voor het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk 4 uitgevoerd.

In artikel 74, 1^o, worden de woorden "onderzoek voor industriedoeleinden" vervangen door "toegepast of industrieel onderzoek".

In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk 5 wordt de uitdrukking "industrieel onderzoek" vervangen door de uitdrukking "toegepast of industrieel onderzoek". Dezelfde wijziging wordt in de artikelen 78, eerste lid, 91, 92, 95, eerste lid, 3^o, en 122 uitgevoerd.

Artikel 94, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeksproject, een project van toegepast onderzoek, een experimenteel ontwikkelingsproject, of een project dat twee of drie van die categorieën verenigt, ingediend in het kader van een samenwerkingsverband voor innovatie, kan de Regering steun verlenen : "

Art. 25. In hetzelfde decreet wordt artikel 12 vervangen als volgt :

"In de zin van dit decreet wordt onder "samenwerkingsverband voor innovatie" elk samenwerkingsverband verstaan met betrekking tot een project en dat tegelijk :

1^o zonder andere partners uit te sluiten, meerdere ondernemingen en meerdere entiteiten die voldoen aan één van de begripsomschrijvingen als bedoeld in artikel 8 of artikel 10, 2^o, minstens als lid laat aansluiten;

2^o als hoofdpdracht heeft onderzoek te verrichten of te coördineren dat bijdraagt tot de wetenschappelijke, technologische en/of niet-technologische en economische ontwikkeling in het Waalse Gewest in een optiek van duurzame ontwikkeling."

Art. 26. Het woord "technologische" van het opschrift van hoofdstuk 6 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 27. In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt een 9/1^o ingevoegd, luidend als volgt :

"9/1^o aan de ondernemingen, de erkende onderzoeksinstituten, de onderzoekinstellingen, de universitaire afdelingen en de afdelingen van een hogeschool, subsidies voor verantwoorde innovaties;"

Art. 28. In de artikelen 14, 17^o en 18^o, en 107 worden van hetzelfde decreet wordt het woord "technologische" opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Hergroepering van de onderzoekscentra*

Art. 29. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o "onderzoekscentrum" : elke instelling die als hoofdpdracht heeft onderzoek uit te voeren en diensten te verrichten die bijdragen tot de economische, sociale en leefmilieuontwikkeling van Wallonië en die aan geen enkele begripsomschrijving opgenomen in de artikelen 7, 8 en 9 voldoet;

2^o "erkend onderzoeksinstituut" : elk onderzoekscentrum of elke hergroepering van onderzoekscentra dat/die erkend wordt overeenkomstig de door de Regering bepaalde criteria".

Art. 30. In de artikelen 14, 13^o, 14^o, 15^o, 16^o en 18^o, 58, 1^o, 61, tweede lid, 74, 75, 76, 77, eerste lid, 3^o, en tweede lid, 78, eerste lid, 82, 87, 91, 95, 2^o, 98, 107, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "centrum" of "centra" vervangen door de woorden "instituut" of "instituten".

In het opschrift van hoofdstuk 5 en in het opschrift van afdeling 1 van hetzelfde hoofdstuk wordt het woord "centra" vervangen door het woord "instituten".

HOOFDSTUK VI. — *Principieel bewijs*

Art. 31. In de zin van hetzelfde decreet wordt een artikel 6/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"In de zin van dit decreet wordt verstaan onder "principieel beginsel", de activiteiten waarmee de haalbaarheid van bepaalde methodes, ideeën of theoretische concepten met het oog op hun industriële valorisatie kan worden bewezen. Het principieel bewijs volgt op een project van industrieel onderzoek; de omvang ervan is noodzakelijkerwijs kleiner dan het oorspronkelijke project."

Art. 32. In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt een 12/2° ingevoegd, luidend als volgt :

"12/2° aan de universitaire afdelingen en aan de afdelingen van een hogeschool, subsidies voor het principieel bewijs;"

Art. 33. In hoofdstuk 4/1 wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Subsidies voor het principieel bewijs".

Art. 34. In hoofdstuk 4/1, afdeling 2 wordt een artikel 73/5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en duurzame ontwikkelingsbeoordeling die ze uitvoert met betrekking tot een tegemoetkomingsaanvraag ingediend door één of meerdere universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool voor de uitvoering van één of meerdere principiële bewijzen, kan de Regering haar of hen een subsidie toekennen.

De Regering kan een globale subsidie voor de uitvoering van principiële bewijzen aan één of meerdere universitaire afdelingen of afdelingen van een hogeschool toekennen. De globale subsidie geldt enkel voor de principiële bewijzen waarvan de aanvraag positief beoordeeld is door de Regering vanuit wetenschappelijk, technisch, economisch, financieel en duurzame ontwikkelingsoogpunt."

Art. 35. In hoofdstuk 4/1, afdeling 2 wordt een artikel 73/6 ingevoegd, luidend als volgt :

"De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn :

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel gebruikt voor de uitvoering van het project;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project."

Art. 36. In hoofdstuk 4/1, afdeling 2, wordt een artikel 73/7 ingevoegd, luidend als volgt :

"De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan 100 bedragen."

Art. 37. In hoofdstuk 4/1, afdeling 2, wordt een artikel 73/8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

HOOFDSTUK VII. — *Onderlinge aanpassing van de bepalingen van de Europese kaderregeling*

Art. 38. Artikel 3, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : "Wordt later commercieel gebruik gemaakt van demonstratie- of proefprojecten, dan wordt elke opbrengst voortvloeiend uit een dergelijk gebruik afgetrokken van de toelaatbare uitgaven."

Art. 39. In de zin van hetzelfde decreet wordt een artikel 19/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"De subsidie-intensiteit kan verhoogd worden als voldaan wordt aan elke van de vier volgende voorwaarden :

1° het project wordt uitgevoerd volgens een daadwerkelijke samenwerking tussen een onderneming en een erkend onderzoeksinstituut, een universitaire afdeling of een afdeling van een hogeschool, waarbij de onderaanneming niet beschouwd wordt als een daadwerkelijke samenwerking;

2° de onderneming draagt niet alleen meer dan 70 % van de toelaatbare uitgaven;

3° de onderneming is een middelgrote onderneming, een kleine onderneming of een innoverende starter;

4° de tegemoetkoming wordt toegekend in het kader van een oproep tot de indiening van projecten, op grond van de klassering van de projecten voorgesteld door de jury van de oproep afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en duurzame ontwikkelingscriteria waarvan sprake in de oproep.

De verhoogde subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen :

1° 75 voor een kleine onderneming of een innoverende starter;

2° 65 voor een middelgrote onderneming."

Art. 40. In de artikelen 18, tweede lid, en 19, tweede lid, van hetzelfde decreten worden de getallen "80", "70" en "60" respectievelijk vervangen door de getallen "75", "65" en "55".

Art. 41. In artikel 28, tweede en vierde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord "met name" ingevoegd tussen het woord "waarin" en de woorden "is afgeweken van".

Art. 42. In artikel 103, tweede en vierde lid, van hetzelfde decreet wordt het woord "met name" ingevoegd tussen het woord "waarin" en de woorden "is afgeweken van".

HOOFDSTUK VIII. — *Deelneming van de Europese programma's en opening naar de internationale markt*

Art. 43. In de zin van hetzelfde decreet wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"In afwijking van artikel 12, 1° en volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden :

1° kan één van de ondernemingen geen bedrijfszetel hebben in Wallonië;

2° kan één van de partners die niet de onderneming is, niet georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap indien het gaat om een in artikel 8, 2°, en 8, 3°, bedoelde entiteit, of geen bedrijfszetel hebben in Wallonië als het gaat om een in artikel 8, 1°, of 10, 2°, bedoelde entiteit."

Art. 44. Artikel 109 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

“De Regering kan de nadere regels vastleggen voor een soort subsidie die bestaat in een steun met betrekking tot de uitvoering van een onderzoeksproject dat ligt in het kader van een supranationaal of internationaal programma. De toegelaten mechanismen en de minimale tegemoetkomingspercentages zijn degene vastgelegd bij de gemeenschappelijke raamregeling voor steun van staatswege voor het onderzoek, de ontwikkeling en de innovatie.”.

HOOFDSTUK IX. — *Diverse bepalingen*

Art. 45. De artikelen 18, tweede lid, 1^o, 19, tweede lid, 1^o, 23, tweede lid, 1^o, en derde lid, 1^o, 24, tweede lid, 1^o, en derde lid, 1^o, 99, eerste lid, 1^o, 100, eerste lid, 1^o, en 101, eerste lid, 1^o, van hetzelfde decreet worden aangevuld door de termen “ of een innoverende starter”.

Art. 46. In de zin van hetzelfde decreet wordt een artikel 25/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Behalve de gevallen bedoeld in de artikelen 23, 24 en 25 kan de steun bestaan ofwel in een subsidie, ofwel in een terugvorderbaar voorschot indien het bedrag van het project kleiner is dan 150.000 euro.

De Regering kan het in het eerste lid bedoelde bedrag aanpassen aan de veranderingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een subsidie, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, volgende cijfers bedragen :

1^o 45 voor een kleine onderneming;

2^o 35 voor een middelgrote onderneming;

3^o 25 voor een grote onderneming.

Als de steun wordt verleend in de vorm van een terugvorderbaar voorschot, kan de intensiteit ervan, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, volgende cijfers bedragen :

1^o 60 voor een kleine onderneming;

2^o 50 voor een middelgrote onderneming;

3^o 40 voor een grote onderneming. ».

Art. 47. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de woorden “in de artikelen 23, 24 en 25” vervangen door de woorden “in de artikelen 23, 24, 25 en 25/1”.

Art. 48. Artikel 97, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“De intensiteit van de subsidies aan de onderzoeksinstituten, de universitaire afdelingen en de afdelingen van een hogeschool, uitgedrukt in percenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan de volgende bedragen belopen :

1^o 100 voor hun activiteiten inzake industrieel onderzoek;

2^o 85 voor hun activiteiten inzake experimentele ontwikkeling.

Art. 49. In artikel 98 van hetzelfde decreet wordt het cijfer “75” vervangen door het cijfer “85”.

HOOFDSTUK X. — *Inwerkingtreding*

Art. 50. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 954 (2013-2014). Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 12 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.